



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
18 juin 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du programme et de la coordination

#### Cinquante-deuxième session

4-29 juin 2012

Point 7 de l'ordre du jour

#### Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa cinquante-deuxième session

### Projet de rapport

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> Imelda **Smolcic** (Uruguay)

#### Additif

### Projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015

[Point 3 b)]

#### Programme 8

#### Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement

1. À sa 11<sup>e</sup> séance, le 11 juin 2012, le Comité a examiné le programme 8 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement) du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 [A/67/6 (Prog. 8)].

2. Le Secrétaire général adjoint et Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a présenté le programme et répondu aux questions soulevées au cours du débat que le Comité lui a consacré.

#### Examen de la question

3. Dans l'ensemble, les délégations ont été favorables au programme et aux travaux du Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Elles se sont félicitées du succès de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui s'était tenue en mai 2011 à Istanbul.



4. Les membres du Comité ont salué la nomination du Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique. Ils se sont interrogés sur les conséquences de cette nomination sur le programme de travail, étant donné qu'un Secrétaire général adjoint avait rempli les fonctions de Conseiller spécial pour l'Afrique et de Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement lors de la restructuration du Bureau du Conseiller spécial et du Bureau du Haut Représentant.

5. Ils ont cherché à savoir ce que prévoyait le programme pour faire face aux événements inattendus ou aux crises multiples qui risquaient de survenir si les pays étaient privés d'un appui vital. Ils ont voulu en savoir plus sur les moyens qui seraient mis en œuvre pour aider les pays qui sont souvent en proie à des crises simultanées – crise économique, crise politique et catastrophes naturelles – à rester efficaces.

6. Le Comité a salué l'adoption de nouveaux indicateurs de succès relatifs au Programme d'action d'Istanbul, en particulier « Augmentation du nombre de pays les moins avancés qui répondent aux critères retenus pour être radiés de la catégorie des pays les moins avancés (PMA) », qui permettra de mesurer l'aptitude des PMA à surmonter leurs handicaps et à réaliser un développement durable. Des délégations ont voulu savoir si l'introduction des termes « croissance soutenue, équitable et bénéficiant à tous et développement durable » dans le libellé de l'objectif du sous-programme 1 (Pays les moins avancés) cadrerait avec les objectifs énoncés dans le Programme d'action d'Istanbul.

7. Le Comité a voulu savoir comment le sous-programme « Petits États insulaires en développement » du Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement et le Groupe des petits États insulaires en développement de la Division du développement durable, au sein du Département des affaires économiques et sociales, s'y prendraient pour coordonner leur action et éviter le chevauchement d'activités, en particulier pour mettre en œuvre des activités et programmes communs tels que des ateliers de renforcement des capacités et des mesures d'assistance technique et financière, qui constituent un des indicateurs de succès du sous-programme 3 (Petits États insulaires en développement), et pour préparer l'examen, après 20 ans, du Programme d'action de la Barbade sur le développement durable des petits États insulaires en développement, qui doit se tenir en 2014. Le Comité a également cherché à savoir comment faire mieux connaître les petits États insulaires en développement.

8. Les membres du Comité ont fait remarquer qu'il serait utile que les pays partagent davantage les acquis de leur expérience.

#### **Conclusions et recommandations**

9. **Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'approuver le texte explicatif concernant le programme 8 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement) du projet de cadre stratégique.**